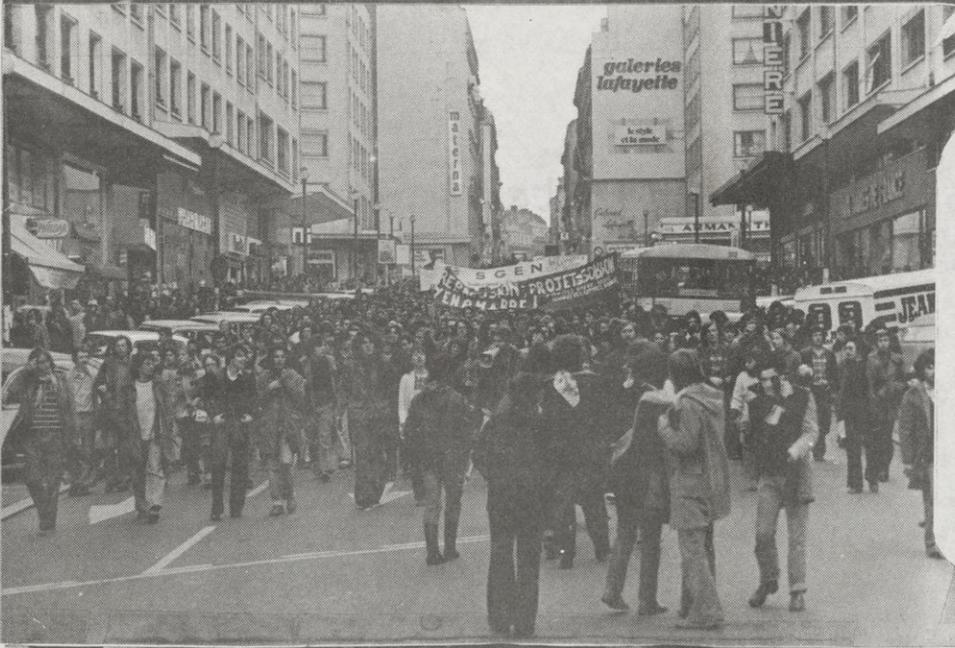


OUEST information



Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...



**NI CHOMEURS
NI CADRES
AU SERVICE
DU CAPITAL !**



157

20 AVRIL

ABONNEMENT
12 NUMÉROS
15,00 FRS

1,50 FRS

APL - 29 RUE JEAN JAURES 44000. NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73 50 00

directeur: Maurice CLAVEL

imp. S&P

apl : périodique nantes cccap 54701

apl : périodique nantes 197

AU MENU CETTE SEMAINE.

Luttes ouvrières

Pages 2, 3, et 4: Tréfinmétaux: 12 femmes inculpées.
Page 5 : nouvelles brèves

Quartiers

Pages 6 et 7 : Après la condamnation de l'éducateur, la lutte continue

Luttes paysannes

Pages 8 et 9 : Lettre ouverte aux producteurs de lait
Page 10 : La mode rétro ou le retour au moyen age ?
Page 11 : Spéculation aux Epesses

Ecole

Page 12 : la manif de jeudi 15
Page 13 : aux gentils animateurs d'AG
Page 14 : Haby ça repart
Page 15 : dans les CET et lycées

Femmes

Page 16 : Réunion de paysannes travailleuses

Armée

Page 17 : La marchr contre la "justice militaire"

Culture

Page 18: Casse à la Librairie 71

De Quoi s'occuper cette semaine

Mercredi 21 20 h 30 : réunion de la commission de préparation au forum "justice des mineurs"- Maison de quartier des Dervallières

Jeudi 22 Journée d'action lycéenne contre la réforme HABY
Réunion de la commission "travail social et délinquance"
Maison de quartier des Dervallières - 20 h 30

Dimanche 25 Fête pour l'unité administrative des la Bretagne au chateau des Ducs
(Nantes)

Samedi et dimanche 25 CPO (Celles sur belles) week end: aspect socio politique de la médecine

Jeudi 29 mise en commun des sous commissions " Sexualité , répression et oppression" 20 h 30- CAE, 65 route de St Herblain

Samedi premier mai : RALLYBERATION des Bords de l'Erdre

C.G.T.

12 FEMMES TRAINEES EN JUSTICE

S.M.

PAR LE PATRON DE TREFIMETAUX ! 000000

SYNDICAT DES METAUX

SITUATION TREFIMETAUX FIN 74 DEBUT 75.

A partir du 2ème semestre 74, le pouvoir d'achat des Travailleuses et des Travailleurs de Tréfimétaux-Couéron n'a cessé de diminuer. Cela avec l'utilisation de l'indice gouvernemental I.N.S.E.E.

Le chantage [la crise du cuivre suite au coup d'état du Chili], les menaces sur l'emploi [c'est à cette époque que l'atelier des tubes commençait à Péririditer ferme] etc...

- Pour les Travailleurs et leur famille, la baisse du pouvoir d'Achat, jointe à l'insécurité de l'Emploi rendait les conditions de vie précaires. Est-il possible de vivre avec 1560 F par mois, 2 enfants et un loyer de 500 F, condition de vie moyenne des Travailleurs et leur famille, avec en outre les menaces sur l'EMPLOI.

- Le 28 février 1975, les Travailleuses et les Travailleurs, après avoir déposé préalablement leurs revendications, face aux propositions dérisoires de la Direction, décidèrent en Assemblée Générale d'entrer en Action pour la satisfaction complète de leurs Revendications.

- Cette situation à l'époque, n'était pas spécifique à Tréfimétaux, de manière générale le Patronat et le Pouvoir, avec pour prétexte la crise du Pétrole, tentaient de faire supporter les Frais de leur course aux profits, aux Travailleuses et aux Travailleurs.

Les Travailleuses et les Travailleurs ne font pas des grèves pour le plaisir, ils les font parceque dans ce pays "LIBERAL" ils n'ont pas d'autres moyens pour obtenir les Fruits de leur Travail.

- CARNAUD BASSE-INDRE - DUBIGEON et plusieurs autres usines connaissaient dans le même temps des Actions du même genre.

Pendant 8 semaines, les ouvrières et les ouvriers en lutte se heurtaient au silence de la Direction - Huit semaines pendant lesquelles ils débrayaient 2 à 3 heures par jour, organisaient des Manifestations dans Couéron et même à Paris devant la Direction Générale.

Les Travailleuses et les Travailleurs multipliaient les demandes de Négociations. La Direction a répondu par une lettre de chantage [quand il veut s'adresser aux travailleurs il le fait dans l'usine] envoyée dans chaque foyer de Travailleur. Et quelle Réponse ! D'après celle-ci, les Travailleuses et les Travailleurs sont responsables des difficultés rencontrées par l'USINE et que ce n'est pas en faisant GREVE que les Problèmes seront résolus.

Lorsque l'on sait que P.U.K. a réalisé en 74 = 743 Millions de Bénéfice net. Qui peut honnêtement faire croire que les Travailleuses et les Travailleurs doivent subir des ATTEINTES sans cesse croissantes au POUVOIR D'ACHAT.

En effet, l'on exige des Travailleurs de plus en plus de rendement, les conditions de travail deviennent de plus en plus pénibles.

Et bien, nous pensons qu'il est JUSTE que ceux qui créent les RICHESSES de ce PAYS puissent bénéficier des FRUITS de leur TRAVAIL.

③ Lutttes Ouvrières

L'ACTION DES FEMMES.

Les Travailleurs et leurs épouses décidèrent de répondre à la lettre PROVOCATRICE du Directeur et de venir lui apprendre qu'elles étaient leurs réelles conditions de Vie : la Vie chère, l'augmentation des Prix, la Famille à nourrir, les Enfants à vêtir.

Le Syndicat CGT les appela à venir manifester leur mécontentement à l'usine le 22 avril 1975. Plusieurs d'entre-elles répondaient à cet appel.

Après s'être faites éconduire une 1ère fois, 12 d'entre-elles en présence des Délégués ont pénétré dans le bureau du Directeur.

Deux heures et demie durant elles discutèrent avec le Directeur. Pendant cette entrevue, la Direction céda sur plusieurs points en particulier la SUPPRESSION des Catégories Manoeuvres Ordinaires (M.O.) et Manoeuvres de Force (M.F.) [demandé par l'Inspecteur du Travail mais refusée]. Ce point acquis se traduisant par une augmentation de 1,26 F de l'heure pour les M.O. et 1,11 F pour les M.F.

Les Femmes avaient gagné, elles sortent du Bureau et laissent seul le Directeur. Deux jours plus tard, les Travailleuses et les Travailleurs décidèrent la reprise du Travail. Tout n'avait pas été gagné, et cela faisait 8 semaines que les Travailleurs luttaient.

LA PLAINTÉ.

- Pourtant la Direction n'en resta pas là. Elle se porta Partie Civile contre les 12 Femmes -

Motif = SEQUESTRATION.

En septembre, les 12 femmes reçurent la visite des Gendarmes et aussitôt les Travailleuses et les Travailleurs déposèrent une Motion de Protestation auprès du Directeur.

Le Procès intenté contre ces 12 FEMMES entre dans le cadre de la Répression Ouvrière pronée par le Patronat et le Pouvoir.

Face à la montée des LUTTES, ils leur faut briser la Combativité ouvrière pour imposer leur Autorité.

Nous en avons l'illustration flagrante dans un article de l'U.I.M.M. [Actualités janvier 76 n° 13] - L'Union des Industries Métallurgiques et Minières demandent aux Chefs d'Entreprises de donner l'Exemple de la fermeté en poursuivant en correctionnelle les Travailleurs en Lutte. D'ailleurs, la Direction de Tréfinmétaux voulant à tout prix obtenir des sanctions se porta "Partie-Civile".

Du 2 au 9 mars, les 12 femmes ont comparu individuellement devant le Juge d'Instruction. Elles ont reçu la dernière semaine de mars un pli recommandé, confirmant la Tenue d'un Procès qui aura lieu le jeudi 17 juin 76 à 14h au Palais de Justice de Saint-Nazaire.

QUE PENSER DE CE PROCES ?

Pour la Direction de Tréfinmétaux, ce procès arrive à point. Alors que l'usine, si l'on croit les déclarations du Directeur au Comité d'Etablissement, connaîtrait de graves problèmes [licenciements, chômage...]. La Direction compte tenir dans un état de peur les Travailleurs au moyen de ce procès.

Cette opération entre dans le cadre des Multiples atteintes au libertés par lesquelles le Patronat et le Pouvoir tente de museler actuellement les Travailleurs.

.../...

SEQUESTRATIONS

Définition par P. LEROUX conseiller juridique de l'U.I.M.M. Syndicat patronal des Métaux dans la revue Droit Social 1975 :

But politique de la séquestration de cadres :

- Humilier et ridiculiser afin de miner son autorité,
- Obtenir par la violence la satisfaction des revendications.

Une séquestration de plus de 5 jours fait passer en correctionnelle les auteurs et ceux-ci encourent une peine de 2 à 5 ans de prison. A plus de 5 jours, la séquestration a un caractère criminel.

RAPPELONS : FERODO - Les ouvriers qui avaient séquestré pendant 32 heures des cadres, ont eu 1 à 3 mois de prison avec sursis.
PONTEAU à Rennes - entre 2 et 3 mois avec sursis.

Si la séquestration a pour but d'obtenir des avantages qui normalement auraient été refusés par la Direction, la séquestration devient inopérante. La violence peut être physique ou morale.

L.M.T.

Une déléguée C.G.T. sanctionnée par la Direction parce qu'elle faisait une collecte pour Saunier-Duval.

SAUNIER DUVAL : ça continue

Jeudi après-midi, les grévistes de Saunier-Duval ont bloqué le train du Mans à la Gare de Nantes. Depuis lundi l'usine est occupée, mais le jugement des référés a ordonné l'évacuation des locaux.

En conséquence, réunion à l'embauche mardi 20 à 7 H 15 .

Une nouvelle distribution de solidarité aura lieu.

Dernière minute : La grève est revotée Mardi matin

Les grévistes entament une 13^e semaine de lutte

→ pour continuer, ils ont besoin de votre soutien financier ←

VIGNEUX

Les 50 travailleurs de LEBRE (isolation, sous-traitance à Dubigeon) ont été mis au chômage technique.

LA ROCHE SUR YON

30 licenciements annoncés à la SOVAP (citernes) plus un mois de chômage partiel pour les 80 ouvriers.

FOUGERES

L'A.N.P.E. occupée par les REOS jeudi dernier, qui ont ensuite quelque peu troublé la conférence de Bidegain sur la réforme de l'Entreprise.

Dimanche, des militants C.G.T. avaient manifesté sur le parvis de l'Eglise Saint Léonard, avec la Banderolle "La Chaussure vivra".

APRES LE JUGEMENT: LA LUTTE CONTINUE

L'histoire du travail social aux Dervallières... est caractéristique, à plus d'un titre, de l'évolution d'une fraction des travailleurs sociaux.

Une coquette citée H.L.M., fleurie et vallonnée, se transforme petit à petit en foyer de délinquance. La population a vieilli, les enfants ont grandi, les conditions de vie des couches populaires s'aggravent. Les jeunes ont devant eux un avenir tout tracé : être comme leurs parents, des travailleurs exploités qui perdent leur vie à la gagner. La liberté des jeunes, elle est entre le chômage et la surexploitation. C'est la condition première de leur révolte. Ce que la bourgeoisie appelle la délinquance, c'est avant tout le refus de se soumettre à un ordre social qui les lamine. Ce n'est pas par vocation que l'on devient prolétaire. Parce que leurs parents ont été brisés par le système, les jeunes pensent qu'ils ont failli, en acceptant leur propre oppression.

Face à cette délinquance, les pouvoirs publiques envoient des éducateurs. Du point de vue de ceux qui dirigent et qui pensent pour les autres, le travailleur social doit être l'agent d'intégration, celui qui ramène les délinquants à leur place de jeunes prolétaires. Il est l'instrument de remplacement des institutions défaillantes : l'école, l'Eglise, la famille, qui, à cause des crises qui les secouent, ont perdu leur puissance idéologique. Mais entre les aspirations des jeunes et la place que leur assigne la société, il y a une contradiction fondamentale. Placés au coeur de cette contradiction les éducateurs sont amenés à choisir. La connaissance vécue des conditions de vie de la jeunesse populaire, les amènent à considérer ses aspirations comme légitimes même si elles sont de fait opposées à l'ordre établi et à la loi qui le garantit.

Quand les gardiens musclés du supermarché d'à côté tabassent et rasant légalement les jeunes dont le seul crime est de ne plus avoir de fric à mettre dans les machines à sous, les éducateurs estiment leur colère légitime. C'est tout le quartier qui manifeste, travailleurs sociaux compris, pour que les brimades cessent.

Quand l'office d'H.L.M. se prépare à expulser selon la loi, avec l'aide de la "force publique" quatre familles dont le seul crime est d'avoir des enfants bruyants, les travailleurs sociaux considèrent que la solidarité est légitime pour s'opposer aux expulsions, y compris quand une délégation va occuper le bureau du président de l'Office.

Quand les jeunes veulent vivre leur sexualité, l'action des travailleurs sociaux a été de leur donner les moyens de l'assumer, et d'acquérir la connaissance de leur propre corps. Bien que cela soit en contradiction avec l'ordre moral bourgeois qui légalise la répression de la sexualité de la jeunesse populaire. La démarche des travailleurs sociaux vient du fait que, placée devant la réalité sociale, l'idéologie bourgeoise qui sert de discours au travail social a volé en éclats.

La reprise en main... Le pouvoir politique et judiciaire se devait donc de mettre un terme ou tout au moins de donner un coup d'arrêt à ce type de travail social.

En choisissant le terrain de la sexualité, il pensait trouver la possibilité d'isoler les travailleurs sociaux des habitants du quartier. En effet, le tabou social qui entoure la sexualité existe encore largement. De fait, la condamnation de Léon Lanoë fissure l'unité du quartier et des éducateurs. Le jugement explique que Léon a failli à sa tâche d'éducateur dont l'action doit toujours se situer dans le cadre de la légalité et de la morale bourgeoise. Il n'est plus qu'un délinquant parmi les autres.

En condamnant un éducateur le pouvoir vise à entraver l'action de toute une fraction des travailleurs sociaux. Il fait de Léon un otage et menace tous les travailleurs sociaux par la jurisprudence qu'il introduit.

Cette condamnation s'inscrit dans la même logique politique celles de l'assistante sociale de Créteil et de la mère de famille de Bourges. Elles visent ceux qui par leur action prennent fait et cause pour les aspirations à mieux vivre des couches populaires et elles sont à rapprocher de celles qui frappent directement celles-ci. Par exemple, la justice vient d'inculper 12 femmes d'ouvriers de Tréfinétaux dans la banlieue nantaise, elles étaient venues réclamer ce que leurs maris réclamaient depuis 8 semaines. En les inculquant, la justice seconde le patronat dans sa volonté de faire supporter aux travailleurs les conséquences de la crise du système capitaliste, et elle le fait de plus en plus systématiquement.

Par ces répressions, le pouvoir réaffirme que pour lui, la classe ouvrière est faite pour vivre l'esclavage salarié et se reproduire en faisant des gosses, un point c'est tout.

L'EDUCATEUR et le PRESIDENT de Maison des Jeunes

FONT APPEL

- Car ils ne peuvent pas travailler sous la menace d'une condamnation qui vise à les empêcher de donner des moyens aux jeunes de s'organiser et de vivre mieux leur sexualité.

- Parce qu'ils considèrent que ce procès n'est qu'un alibi pour faire pression (et remettre au pas) sur une équipe d'éducateurs qui ne se borne pas à soigner les effets de la délinquance, mais qui cherche au travers de son action à remettre en cause qui la fabrique.

- NOUS FAISONS APPEL parce que beaucoup de travailleurs sociaux, de parents, se sentent concernés parce que confrontés sans cesse à des situations analogues à celle qui vaut une condamnation pour un éducateur. (1 800 demandes d'inculpation).

L'opinion publique qui a suivi l'affaire au travers de la presse, la radio, ne comprendrait pas qu'on accepte le verdict.

Pour nous, l'appel n'a de sens que s'il est porté par la mobilisation de tous ceux qui luttent pour mieux vivre, contre l'oppression quotidienne qu'ils soient travailleurs sociaux, militants d'association ou travailleurs.

Pour avancer dans la mobilisation, nous pensons important d'approfondir les débats qui ont surgi au cours de la préparation du procès. Ce sont aussi des éléments qui peuvent servir à alimenter la défense des inculpés.

- Comment la lutte pour la libération de la sexualité peut-elle être un élément de la lutte que mène les femmes contre l'oppression qu'elles subissent ?

- Comment le travail social peut-il s'attaquer aux causes réelles de la délinquance et d'où vient-elle ?

- Comment les jeunes subissent la justice des mineurs, et comment peuvent-ils s'organiser pour qu'on prenne en compte leurs aspirations ?

- comité de soutien -

COMMISSIONS PREPARATION AU FORUM DU 15 MAI.

- Justice des Mineurs, le 21 avril à 20 H 30, Maison de quartier des Dervallières.
- Travail social et Délinquance, le 22/04 à 20 H 30, Maison de quartier Dervallières.
- Sexualité, répression et oppression, mise en commun des sous-commissions le 29 avril, à 20 H 30 au Centre d'Action Educative 65, route de Saint Herblain.

LA MANIF...

Jeudi après-midi 2 500 étudiants, lycéens et enseignants ont manifesté à Nantes à l'appel des facs en grève (Droit, SC. Eco, Lettres, Sciences), du SNESup, SGEN-CFDT, FEN 44, des U.D. CFDT, CGT, CGT-FO, des étudiants de l'ENSM et de l'ENITIA en grève, des enseignants licenciés de Sup de Co, de la coordination lycéenne.

Cette manifestation combative entrait dans le cadre de la journée nationale d'action contre le projet Soisson, décidée à la coordination nationale d'Amiens. Parmi les mots d'ordre les plus suivis : Sup de Co, réintégration (des 3 licenciés) / Haby Soisson abrogation / Sélection, répression, chômage, y'en a marre / Ni chômeurs, ni cadres au service du capital / Facs ouvertes à tous les travailleurs/.

La manif qui s'était donné pour objectif principal la Chambre de Commerce (avec si possible, après décision de la direction de la manif, occupation) arrive sur la place du Commerce : La Chambre est fermée et bourrée de C.R.S.

Le problème occupation ou dépôt de motion ou sit-in est vite réglé : la tête de la manif s'engage sur la Place Royale et la rue Crébillon, alors que la queue reste devant la Chambre. Bris de vitre : les C.R.S. chargent une première fois dans le vide, une deuxième fois Place Royale avec grenades lacrymogènes. Pas de blessés graves. Regroupement Place Graslin et la manif repart jusqu'au Pont Morand.

Rien n'ayant été décidé à ce sujet à l'A.G. interfac du matin, l'ordre de dispersion n'est pas donné.

La manifestation reste dans l'expectative, aucune perspective ou directive n'ayant été données, et s'effiloche peu à peu.

Vers 19 H, un groupe (200) quitte le Pont Morand pour le quartier piétonnier, brise les vitres de Decré.

L'attitude du mouvement étudiant face à ce genre d'action fera l'objet des Assemblées générales du début de la semaine.

A. P. L.

L'APPEL...

Abrogation immédiate de la réforme du II cycle

En Décembre et Janvier l'Université a été en grève pendant six semaines avec entre autres comme objectif l'Abrogation du "Décret Soisson" (Réforme du Second Cycle de l'Université). Depuis mardi et mercredi la grève a été re-votée en DROIT-SC. ECO., LETTRES, et SCIENCES. L'ENSM et l'ENITIA (éventuellement IUT) ont, d'autre part, voté la grève pour le jeudi 15 avril.

Pourquoi actuellement un mouvement national de cette ampleur ?

Cette réforme si elle était appliquée modifierait de fond en comble l'Université et dans un sens préjudiciable aux étudiants, aux enseignants et aux travailleurs.

En particulier, sous prétexte de réduire le chômage, elle vise à :

- Accentuer l'alignement de l'Université aux besoins du patronnat,
- Mettre en concurrence les facultés entre elles suivant les critères du Marché capitaliste dont on voit les heureux effets de LIP à Saunier Duval ;
- Accentuer la sélection.

Ce texte s'accompagne de mesures à l'encontre des enseignants et de l'Education Nationale qui accentuent son caractère d'Agence d'Intérim en ne donnant

.../...

pas les garanties de la Fonction Publique à tout le personnel et en programmant le licenciement progressif des vacataires (circulaire du 20 février), il est d'ailleurs prévu que les enseignants éliminés seraient remplacés par des personnes envoyés par les entreprises.

Le licenciement de deux professeurs et d'une secrétaire à Sup de Co préfigure ce que sera, alors, l'Université.

Le Mouvement Universitaire joint sa lutte à celle des ouvriers et des paysans ; face à ceci, le gouvernement manie :

- La répression,
- La campagne d'intoxication par la presse, la radio et la télé. En particulier les déclarations de Saunier-Séité tendent à faire croire à l'opinion que le mouvement étudiant n'a pas de raison de continuer étant donné qu'elle propose de discuter ses modalités d'application.

MAIS NOUS, NOUS DEMANDONS L'ABROGATION DE LA REFORME DONT NOUS REJETONS LE FOND.

- Abrogation de la réforme du second cycle,
- Abrogation de la circulaire du 20 février,
- Abrogation de l'Arrêté sur la préinscription des étudiants étrangers,
- Réintégration des licenciés de Sup de Co.

Les Facs en Grève de Droit-Sc;Eco, Lettres, Sciences, le SNESup Nantes, le SGEN-CFDT Université soutenus par la FEN 44, les UD CGT-FO, CGT, et CFDT.

Aux Gentils animateurs d'A.G.

Le vendredi 16, une assemblée générale était convoquée en Fac de Sciences, à 10 H 30. Les débats étaient bien entamés et les problèmes majeurs allaient être abordés (durcissement, occupation, etc...) lorsque un certain nombre de personnes se prétendant "anarcho-éthylques-irresponsables" firent irruption dans l'amphi et interrompirent le cours des débats. Sans doute n'avaient-ils pas trouvé d'autres A.G. où "s'exprimer". L'effet conjugué de leur "intelligence proverbiale" et de notre "connerie jusqu'à alors insoupçonnée" aboutit à une incommunication totale. Pourtant leur syntaxe sophistiquée et leurs borborygmes injurieux étaient "habilement" recherchés (cf. "Manuel du savoir-vivre" de R. Vanheigem). Aussi, grâce à leurs soins diligents, l'A.G. put être reporté à une date ultérieure. Nous n'écrivons pas pour faire le procès de ces gens-là. Nous dénonçons formellement le communiqué publié par la presse de ce jour sur leurs agissements et émanant de bureaucrates responsables bien connus. Ces corporatistes, on le sait, prétendent toujours agir dans le calme, le sérieux et la dignité. Ce n'est pas notre cas, mais nous pensons néanmoins que l'A.G. doit être souveraine et qu'en conséquence tout le monde doit pouvoir s'y exprimer, quelque soit son "niveau de conscience politique". Nous pensons également que la prise de conscience d'une majorité a peu de chances de se faire en dix minutes par les borborygmes injurieux d'une minorité. Nous espérons que ces gens désireux de dialoguer, comprenons que nous ayons envie de parler... Peut-être aussi daigneront-ils se mettre à notre hauteur et simplifier leur vocabulaire pour que nous fassions de rapides progrès.

Des Gens du Comité de Sciences.

P.S. De toutes façons, nous prendrons les moyens de nous exprimer.

L'UGE (ENITIAA. ENSM) dit NON...

La réforme présentée par Alice Saunier Séité s'oriente autour de quatre axes principaux : professionnalisation, déqualification, rentabilisation et non garantie des débouchés pour tous.

Il s'agit en effet d'adapter la formation des cadres à la crise économique en agissant sur les crédits, le nombre d'enseignants, et sur l'utilisation rentable des étudiants. (...)

C'est cloisonner l'enseignement de chaque formation dans le domaine étroit d'application des industries actuelles. (...)

Cette orientation donnerait un certain nombre de connaissances qui, pour atteindre le diplôme, nécessiterait un complément de formation continue. C'est la formation différée et celle-ci est une attaque contre la garantie des emplois qualifiés à la sortie des écoles.

Ces idées s'appuient sur la crise économique actuelle. Déjà le Gouvernement limite les crédits alloués aux écoles (à l'ENITIA en particulier) incitant l'Administration et les enseignants à signer des contrats avec les entreprises de la région de façon à pouvoir fonctionner l'école.

Le 15 avril, U. G. E. Nantes.

HABY. cà REPART...

Déjà, l'an dernier nous nous étions mobilisés contre la réforme Haby. Celui-ci se contenta alors d'une loi-cadre (c'est-à-dire d'un texte suffisamment vague pour qu'on puisse y faire rentrer à peu près n'importe quoi...) qu'il cherche aujourd'hui à compléter par des décrets.

- Grâce à ce projet, la sélection sociale commence dès la maternelle (par des tests psychologiques). Puis le cours préparatoire sera parcouru en une ou deux années suivant les "capacités". Haby est suffisamment scélérat pour supprimer le redoublement tout en instituant des groupes de niveau qui détermineront l'orientation. On voit tout de suite que les fils d'ouvriers seront dirigés vers le technique... A tous les niveaux, on enverra les "moins aptes" en apprentissage par le biais de la Loi Royer (fin de scolarité à 14 ans). Des stages en entreprise, sont, de plus, prévus dès la 4ème. En Tale, sous le couvert d'un pseudo-enseignement à options et du contrôle continu on amènera en fait, l'élève à se sélectionner lui-même. L'obtention du bac ne donnera même pas toujours accès à l'Université. Si on lutte contre le projet Soisson ce n'est pas parce qu'on défend le système tel qu'il est mais simplement parce qu'on considère que notre mouvement s'oppose aux projets de la bourgeoisie qui a un besoin pressant de restructurer son économie en crise.

- C'est pour lutter contre cette réforme de classe que nous devons nous mobiliser. Notre lutte rejoint aussi celle des étudiants contre l'arrêté Soisson, parce qu'il fait partie du même projet global du système en matière d'éducation. Nous pouvons aujourd'hui organiser dans les bahuts des comités unitaires et des campagnes d'information sur cette réforme (affiches, A.G., commissions, débats avec des personnes de l'extérieur), effectuer la liaison avec le mouvement ouvrier.

Nous proposons que soit discuté dans les bahuts par A.G. d'un principe d'une journée d'action JEUDI PROCHAIN 22 AVRIL, en liaison si possible avec les autres mouvements dans l'Education nationale. C'est pour rendre compte de ces A.G. que nous appelons à une coordination lycéenne MARDI 20 AVRIL 18H, RICORDEAU.

Ce texte a été écrit lors de l'Assemblée des Lycéens, du mercredi 14 avril, des Bahuts :

Camus, Clémenceau, Livet, La Chauvinière, La Colinière,
Les Bourdonnières, Rezé, Vial.

Débrayage aux Bourdonnières

Au Lycée et C.E.T. des Bourdonnières, le C.A.U.L.C. (Comité d'Action Unitaire Lycéen et Collégien), a invité le Comité C.G.T. et le collectif C.F.D.T. de Chômeurs.

Obligés de faire un débrayage pour tenir cette réunion, 150 lycéens ont pu débattre sur le problème du chômage malgré l'opposition du proviseur qui voulait empêcher la réunion.

Initiative très intéressante et très enrichissante que nous conseillons aux autres lycées (surtout en ce moment pour ouvrir les grèves).

Lycéens, collégiens, chômeurs
Solidarité !

C. A. U. L. C.

Grève à CLEM'S ...

Aujourd'hui 16 avril à 10 H se tient à Clem's une A.G. qui vote la grève jusqu'à mardi. Toutes les tables et toutes les chaises sont déménagées dans la cour. Il fait beau. Devant l'Administration Baba, la grève s'anime : A.G., musique, discussions, une commission nettoyage est créée et tout un bâtiment (vraiment cradingue !) est nettoyé (ce travail étant d'ailleurs plus facile quand les chaises et les tables sont enlevées). En pleine A.G. il est signifié à l'Administration que chaises et tables seront remises quand les lycéens le décideront. Malgré cela, l'Administration essaie de forcer les "agents techniques" à réemménager, mais jusqu'à présent, ils ont refusé et d'ailleurs ils ont même passé balais, etc... pour nettoyer, devant le refus de l'Administration (arguments classiques : aller en cours, les agents techniques feront leur boulot...).

Ce soir, toutes les tables et chaises ont été mises à l'abri sous les préaux. La lutte contre Haby-Soisson et l'Education qui nous est proposée continue donc !

Correspondant A.P.L. Clem's.

Ca pète à Chateaubriant

A la suite d'un chahut à l'initiative des internes du lycée, à la veille des vacances de Pâques, la Direction du C.E.T. de Chateaubriant a décidé de renvoyer de l'internat 70 élèves du C.E.T. et ce, dès la rentrée. Notons que, comme de coutume à la cité scolaire, seuls les élèves du C.E.T. ont été touchés par la répression.

Aucune réaction concrète n'a eu lieu à la suite de cette mesure.

Pourtant, dans la semaine, des cocktails molotov ont été découverts dans l'enceinte du lycée. Puis, lundi dernier une alerte à la bombe interrompait la "vie si sympathique" de ce "charmant établissement".

Dans le même temps, Ouest-France, recevait une lettre anonyme. Les flics "alertés", ouvrent une enquête et semblent décidés à poursuivre les "auteurs présumés" (d'après un correspondant Ouest-France).

La répression menace encore...

Affaire à suivre

Correspondant A. P. L.

Des Paysannes - Travailleuses

Se réunissent.

Lors de notre réunion du 8 avril, nous avons vu les difficultés rencontrées lorsque nous voulons prendre notre place dans l'exploitation.

- TEMOIGNAGE D'UNE AGRICULTRICE, qui en avait marre d'être considérée comme bouche-trou, personne ne se rendait compte du travail qu'elle faisait. Elle décide de partir, travailler à l'extérieur, Après deux ans, elle revient, depuis sa situation s'est améliorée, son travail est bien défini et le service qu'elle assure est bien reconnu. C'est bien dommage d'en arriver là, pour faire comprendre tout ce que représente notre travail.

Conséquences pour la femme qui reste toujours à la maison : elle se renferme de plus en plus et ne désire pas participer aux réunions, à tout ce qui pourrait l'aider à se former et s'épanouir.

CERTAINS POINTS IMPORTANTS SONT RESSORTIS.

- Que le travail soit bien défini,
- Avoir de la compétence,
- Savoir se libérer, ne pas être esclave du travail à la maison (femmes trop exigeantes),
- Donner son avis dans l'organisation, par exemple, dans les périodes d'ensilage où l'organisation est à revoir. Pourquoi*la femme est seule à assumer le travail de la traite et même les soins des animaux, lui impose-t-on en plus de nourrir les hommes de l'extérieur présents à l'ensilage ?

La femme qui travaille sur l'exploitation doit être acceptée et rémunérée pour ses activités et devrait être également reconnue par la Mutualité. Rien n'est prévu en cas de maladie ou même en cas de Maternité.

Donc, il nous apparaît urgent que les Agriculteurs arrivent à bien se situer et à se faire reconnaître.

* Lorsque

Femmes Paysannes-Travailleuses
de Loire Atlantique.

Réunion-Debat sur la Commune de PARIS.

Le mouvement de masse anticapitaliste des ouvriers, petits paysans, étudiants, lycéens prend actuellement une ampleur considérable qui ébranle les fondements du système capitaliste et peut prendre demain un caractère révolutionnaire. Dans ce contexte, la Commune de Paris qui a instauré le premier Etat de Dictature du Proletariat est un évènement riche d'enseignements pour les luttes à venir.

Il y a 105 ans, le Proletariat parisien prenait le pouvoir par la violence révolutionnaire de masse. Alors que le PCF clame le passage pacifique au socialisme et renie la Dictature du Proletariat, les Jeunes Communistes Marxistes Léninistes entendent montrer que la Commune de Paris est toujours bien vivante dans les luttes de notre peuple.

REUNION DEBAT A LA FRAT, 3, rue Amiral Duchaffault. Samedi 24 avril de 15 à 21 h.

- Montage diapos sur la Commune de Paris et ses enseignements.
- Exposition sur les luttes révolutionnaires de la Jeunesse en France et dans le Monde.

Organisée par le Cercle de Nantes de la Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste de France.

Marche de Soutien aux Victimes de la "Justice" Militaire

Une centaine de personnes regroupées Place Ricordeau sont parties dans le Centre-Ville, enchainées ou vêtues de chasubles ; dénonçant la "Justice Militaire", chantant "Giroflé, Girofla" (voir plus loin), "Fous pas ton pied dans cette merde" et "J'avions reçu commandement".

Sous une pluie battante, la marche s'arrête au plateau piétonnier, au Passage Pommeraye, à Graslin, rue du Calvaire et se termine autour de la prison en chantant bien fort pour les copains incarcérés. Ce fut l'occasion de rappeler que nos camarades font un jeûne tous les vendredis en protestation contre la "Justice Militaire" qui siège au T.P.F.A.

N.B. On a pu encore une fois (hélas !) constater l'ignorance et l'inconséquence militante à propos de la "Justice Militaire" et l'indifférence envers les victimes de cette "Justice". Combien d'emprisonnés, combien de grèves brisées, combien de régimes fascistes soutenus par les armes françaises (Chili, Afrique du Sud, Iran) faudra-t-il pour en arriver à dénoncer l'armée et sa "Justice d'exception" ?.

G.I.T. I.C.I. Nantes.

Giroflé, Girofla (Traditionnel)

Que tu as de beaux champs d'orge
Giroflé, Girofla
Ton verger de fruits regorge
Le beau temps est là.
Entends-tu souffler la forge ?
Giroflé, Girofla
L'canon les fauchera (bis)

Que tu as de belles filles,
Giroflé, Girofla
Dans leurs yeux où le ciel brille
l'amour descendra.
Dans la plaine on se fusille,
Giroflé, Girofla
L'soldat les violera (bis)

Que tes gars sont forts et tendres
Giroflé, Girofla
C'est plaisir de les entendre
A qui chantera.
Dans huit jours on va t'les pendre,
Giroflé, Girofla
L'corbeau les mangera (bis)

Tant qu'y aura des militaires
Soit ton fils, soit le mien
Il n'y aura sur la terre
Jamais rien de bien.
On te tuera pour te faire taire
Par derrière comme un chien
Et tout ça pour rien (bis).

A.G. - A.P.L.

MERCREDI 5 MAI 20H30

- UN BILAN.
- DES PERSPECTIVES.

(*sous réserve*
Fraternité Protestante
3 rue Amiral Duchaffault)

VOUS Y ÊTES TOUS INSTANNEMENT INVITÉS.

Casse à la librairie 71 .

Dans la nuit du vendredi 16 les vitrines de la Librairie 71 ont une fois de plus été brisées. C'est la cinquième fois en quatre ans.

Peu importe de savoir s'il s'agit de l'acte organisé d'une quelconque de ces bandes de mercenaires que la bourgeoisie tient en réserve, chiens de garde méchants.

Peu importe de savoir s'il s'agit plus vraisemblablement de l'acte isolé de quelques jeunes crétins affolés par le vacillement des "pères" (chef, Patrie, Famille) affolés par la révolte qui gronde et assouvissant furtivement leur haine avant que de jouer ce rôle au grand jour des stades.

Peu importe quelle illusion les auteurs de cette agression se font sur le sens et les effets de leur geste. Soyons sûrs qu'ils en ont retiré du plaisir, le plaisir malsain d'avoir un collier sur le cou, la satisfaction obtuse d'être du côté du manche.

Peu importe, car nous continuerons. Et nous avons, nous, le plaisir de savoir que ça branle dans le manche.

La Librairie 71 continuera de jouer son rôle pour la liberté d'édition, la liberté d'expression, la liberté de comprendre et de critiquer le vieux monde. Nous continuerons d'être une tribune pour tous ceux qui luttent contre l'exploitation, l'oppression, la soumission ; contre l'obscurantisme et les censures. Contre ce monde qui rend les jeunes fous et les vieux séniles.

Pour continuer il faut la mobilisation de tous

Le bilan des quatre ans écoulés sans être négatif est sérieux.

Nous ne pourrons continuer (et payer décemment les deux libraires qui sont salariés) que si nous augmentons nos ventes de 25 % en 1976.

Achetez vos livres à la Librairie 71. Parlez-en autour de vous.

D'autre part, nous devons encore trouver de l'argent pour financer nos installations, l'agrandissement du stock, et payer certains fournisseurs. Les dettes ne sont pas énormes mais la marche courante de la librairie ne nous permet pas, pour l'instant, de les éteindre toutes.

Cela rejaillit sur le contenu des rayons qui n'est pas encore ce qu'il devrait être.

Nous lançons donc une souscription.

Versez selon vos moyens, 10 F, 30 F, 50 F (et plus). Vous pouvez donner l'argent à la Librairie ou envoyer un chèque avec la mention "souscription" au dos.

Nous devons trouver 20 000 F d'ici le mois de juin.

Répétons-le, la situation n'est pas catastrophique et nous pouvons vivre et continuer à jouer un rôle que plus personne ne met en doute (surtout pas la bourgeoisie et nos agresseurs de vitrines).

Cependant, c'est maintenant qu'il faut agir ; car il vaut mieux prévenir que guérir.

C'est aujourd'hui qu'il faut sauver la Librairie.

La Librairie 71 met en vente deux affiches sérigraphiées grand format (10 F et 15 F).

Très belles, assez chères, mais il s'agit d'un soutien.

OUEST apl information

Qu'est-ce que c'est ?..

UN BULLETIN HEBDOMADAIRE DIFFUSE A PLUS DE 900
EXEMPLAIRES lu et soutenu par différents groupes
(école, usines, quartiers, objecteurs, paysans
travailleurs etc.....) se veut pour: "UNE INFORMATION
AU SERVICE DES LUTTES POPULAIRES!"

L'APL, résolument engagé pour la suppression du système
capitaliste veut garder une large couverture à tous
les courants révolutionnaires et progressistes et pour cela
refuse d'être lié à un groupe quelconque.

NOS REUNIONS SONT OUVERTES A TOUS, LE VENDREDI SOIR
à 20 h 30 au 12 bis rue de l'Industrie
(derrière la librairie 71)

Abonnez - Vous !

Un trimestre 12 n° = 15 F -- Soutien 20 F
Un semestre 24 n° = 30 F --- Soutien 40 F
Une année 48 n° = 55 F -- Soutien 70 F

Laissez l'ordre en blanc et envoyez le à la LIBRAIRIE 71

ou achetez - le !

Librairie 71: 29 rue J.Jaurès Tél: 73 82 48
Librairie Euzen: rue Jean Jaurès
Librairie Jules Vernes (près de la place du commerce)
Café Surcouf: Morrhonnière
Café la NOE: Jonelière
R.U. le Tertre: mardi midi
Rue de Strasbourg: face à la préfecture
Bellevue: grande place (self information)
Buat: près du rond point de paris
Tabac LUTETIA: 96 rue du général BUAT.